

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 28

[C — 2008/11562]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour l'année 2009 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'article 11, § 3, modifié par les lois des 6 février 1976 et 30 mars 1994 et par l'arrêté royal du 19 décembre 1984, et l'article 14, § 1^{er}, modifié par les lois des 30 mars 1994 et 21 décembre 2007 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants doivent pouvoir au plus vite prendre toutes les dispositions utiles pour l'enrôlement des cotisations de l'année 2009 sur la base des fractions reflétant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour l'année 2009 ;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre des Indépendants,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En vue de la fixation des cotisations pour l'année 2009 :

1° la fraction visée à l'article 11, § 3, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 6 février 1976 et 30 mars 1994 et par l'arrêté royal du 19 décembre 1984, est fixée à :

$$\frac{460,41}{421,24}$$

2° la fraction visée à l'article 14, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par les lois des 30 mars 1994 et 21 décembre 2007, est fixée à :

$$\frac{460,41}{142,75}$$

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 3. La Ministre qui a le statut social des travailleurs indépendants dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,

Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,

Mme S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 29

[C — 2008/11568]

23 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, l'article 18, § 3, modifié par la loi du 26 mars 2007 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 28

[C — 2008/11562]

19 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de invloed van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen op de inning van de bijdragen verschuldigd voor het jaar 2009 binnen het raam van het sociaal statuut der zelfstandigen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 11, § 3, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1976 en 30 maart 1994 en bij het koninklijk besluit van 19 december 1984, en artikel 14; § 1, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994 en 21 december 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen ten spoedigste al de vereiste schikkingen moeten kunnen treffen voor de inkohiering van de bijdragen over het jaar 2009 op grond van de breuken die de invloed weergeven van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen op de inning van de bijdragen verschuldigd voor het jaar 2009;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Minister van Zelfstandigen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met het oog op de berekening van de bijdragen verschuldigd voor het jaar 2009

1° wordt de breuk bedoeld in artikel 11, § 3, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1976 en 30 maart 1994 en bij het koninklijk besluit van 19 december 1984, vastgesteld op :

$$\frac{460,41}{421,24}$$

2° wordt de breuk bedoeld in artikel 14, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994 en 21 december 2007, vastgesteld op :

$$\frac{460,41}{142,75}$$

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het sociaal statuut der zelfstandigen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,

Mevr. S. LARUELLE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 29

[C — 2008/11568]

23 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, artikel 18, § 3, gewijzigd bij de wet van 26 maart 2007 ;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 86, § 3, modifié par la loi du 22 août 2002, et l'article 117;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 20 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2008;

Vu l'accord de Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 13 novembre 2008;

Vu l'avis n° 45/487/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Indépendants, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 93 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, inséré par l'arrêté royal du 13 janvier 2003 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 93. § 1^{er}. La période de maternité constitue une période de repos de huit semaines, ou de neuf semaines en cas de naissance multiple, au cours de laquelle la titulaire ne peut exercer son activité professionnelle habituelle ni aucune autre activité professionnelle.

§ 2. La période de repos de maternité comprend une période obligatoire et une période facultative.

a) La période obligatoire se compose d'un total de trois semaines : une semaine de repos prénatal obligatoire et deux semaines de repos postnatal obligatoire.

La semaine obligatoire de repos prénatal débute à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement.

Les semaines obligatoires de repos postnatal prennent cours le jour de l'accouchement et s'étendent à une période égale à deux semaines.

b) La période facultative comprend le repos prénatal facultatif et le repos postnatal facultatif.

Le repos prénatal facultatif s'étend au plus tôt à partir de la troisième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement, jusqu'au septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement.

Le repos postnatal facultatif s'étend à une période qui correspond aux huit ou neuf semaines en cas de naissance multiple, dont sont déduites l'éventuelle période de repos prénatal facultatif et la période obligatoire.

Le repos postnatal facultatif prend cours au plus tôt à partir du premier jour qui suit les deux semaines de repos postnatal obligatoire.

Le repos postnatal facultatif peut être fractionné par période de 7 jours calendrier mais doit être pris avant la fin d'une période maximum de 21 semaines. Cette période de 21 semaines prend cours le premier jour qui suit les deux semaines de repos postnatal obligatoire ».

Art. 2. L'article 95 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 janvier 2003 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 95. § 1^{er}. La titulaire qui souhaite prétendre à l'allocation de maternité visée à l'article 94 doit introduire à cet effet, une demande à envoyer par la poste à son organisme assureur, le cachet postal faisant foi, ou lui remettre cette demande contre accusé de réception.

§ 2. La demande doit mentionner cumulativement les données suivantes :

1° la date présumée de l'accouchement;

2° s'il s'agit ou non d'une naissance multiple;

3° le nombre de semaines durant lesquelles la titulaire souhaite prendre son repos prénatal facultatif ainsi que la ou les période(s) précise(s) de ce repos. Ce repos prénatal facultatif peut débiter au plus tôt à partir de la troisième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement. Le repos prénatal facultatif peut être pris seulement

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002, en artikel 117;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten;

Gelet op het advies van het Algemeen beheerscomité van het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 20 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 november 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 13 november 2008;

Gelet op het advies nr. 45.487/1 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2008 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Zelfstandigen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 93 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. § 1. Het tijdvak van moederschapsrust is een rustperiode van acht of negen weken wanneer de geboorte van een meerling wordt voorzien, tijdens dewelke de gerechtigde noch haar normale beroepsactiviteit noch enige andere beroepsactiviteit mag uitoefenen.

§ 2. Het tijdvak van moederschapsrust bestaat uit een verplichte en een facultatieve periode.

a) De verplichte periode omvat in het totaal drie weken : één week verplichte voorbevallingsrust en twee weken verplichte nabevallingsrust.

De verplichte week voorbevallingsrust neemt een aanvang de zevende dag vóór de vermoedelijke bevallingsdatum.

De verplichte weken nabevallingsrust nemen een aanvang vanaf de dag van de bevalling en strekken zich uit over een tijdvak dat overeenstemt met twee weken.

b) De facultatieve periode bestaat uit de facultatieve voorbevallingsrust en de facultatieve nabevallingsrust.

De facultatieve voorbevallingsrust strekt zich uit ten vroegste vanaf de derde week vóór de vermoedelijke bevallingsdatum, tot de zevende dag vóór de vermoedelijke bevallingsdatum.

De facultatieve nabevallingsrust strekt zich uit over een periode die overeenstemt met de acht weken of negen weken in geval van geboorte van een meerling, waarvan de eventuele periode van facultatieve voorbevallingsrust en de verplichte periode worden afgetrokken.

De facultatieve nabevallingsrust vangt ten vroegste aan de eerste dag volgend op de twee weken verplichte nabevallingsrust.

De facultatieve nabevallingsrust mag per periode van 7 kalenderdagen opgenomen worden voor het einde van een tijdvak van maximum 21 weken. Dit tijdvak van 21 weken neemt een aanvang de eerste dag volgend op de twee weken verplichte nabevallingsrust. ».

Art. 2. Artikel 95 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 95. § 1. De gerechtigde die aanspraak wenst te maken op de moederschapsuitkering bedoeld in artikel 94, moet een aanvraag hiertoe indienen, en verzenden per post aan haar verzekeringsinstelling, waarbij de poststempel bewijskracht heeft, of haar deze aanvraag tegen ontvangstbewijs afgeven.

§ 2. De aanvraag dient de volgende gegevens cumulatief te vermelden :

1° de vermoedelijke bevallingsdatum;

2° of het de geboorte van een meerling betreft;

3° het aantal weken gedurende dewelke de gerechtigde haar facultatieve voorbevallingsrust wenst op te nemen, evenals de duidelijke periode(s) van deze rust. Deze facultatieve voorbevallingsrust kan ten vroegste vanaf de derde week vóór de vermoedelijke bevallingsdatum. De facultatieve voorbevallingsrust kan alleen per periode van

par période de 7 jours calendrier. Si la titulaire souhaite modifier le nombre de semaines de repos prénatal facultatif après avoir introduit cette demande, elle doit le signaler préalablement à son organisme assureur;

4° le nombre de semaines pendant lesquelles la titulaire souhaite prendre son repos postnatal facultatif, endéans la période de 21 semaines fixée à l'article 93, § 2, b), dernier alinéa, ainsi que la ou les période(s) précise(s) de ce repos. Ce repos postnatal facultatif peut débuter au plus tôt le premier jour qui suit les deux semaines de repos postnatal obligatoire. Pour le congé postnatal facultatif, la titulaire doit spécifier clairement quand, endéans les 21 semaines prévues, elle souhaite prendre ces semaines. Le repos postnatal facultatif peut uniquement être pris par période de 7 jours calendrier. Si la titulaire souhaite modifier le nombre de semaines de repos postnatal facultatif et/ou le moment auquel elle souhaite prendre ces semaines, après avoir introduit cette demande, elle doit le signaler préalablement à son organisme assureur.

§ 3. La demande visée au § 2 doit être accompagnée d'un certificat médical attestant la date présumée de l'accouchement et s'il s'agit ou non d'une naissance multiple. La titulaire doit produire par la suite, un extrait de l'acte de naissance ou un certificat médical confirmant l'accouchement.

§ 4. La titulaire doit informer son organisme assureur, dans les deux jours qui suivent la reprise d'une activité professionnelle, de sa reprise effective et définitive d'une activité professionnelle.

Si la titulaire dispose encore d'un solde de repos de maternité facultatif au moment de cette reprise définitive d'activité, elle est censée avoir renoncé à ce solde. »

Art. 3. L'article 96 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 janvier 2003 et modifié par l'arrêté royal du 7 juin 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 96. § 1^{er}. L'allocation de maternité est payée en deux tranches par l'organisme assureur.

§ 2. La première tranche correspond au paiement de la période obligatoire de trois semaines visée à l'article 93, § 2, a).

Ce paiement doit intervenir au plus tard un mois après la dernière semaine de la période de repos de maternité obligatoire visée à l'article 93, § 2, a).

§ 3. La seconde tranche correspond au paiement de la période facultative prévue à l'article 93, § 2, b), d'un maximum de cinq ou six semaines lorsque la naissance est une naissance multiple.

Ce paiement doit intervenir au plus tard un mois après l'information visée à l'article 95, § 4.

Si la titulaire n'indique pas à son organisme assureur le nombre effectif de semaines de repos de maternité facultatif, comme prévu à l'article 95, § 2, l'organisme assureur peut considérer que la bénéficiaire s'est limitée à prendre le repos de maternité obligatoire visé à l'article 93, § 2, a). ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Art. 5. Notre Ministre des Indépendants est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,
Mme S. LARUELLE

7 kalenderdagen opgenomen worden. Indien de gerechtigde na het indienen van deze aanvraag een wijziging wenst van het aantal weken facultatieve voorbevallingsrust, dan dient zij dit vooraf aan haar verzekeringsinstelling te signaleren;

4° het aantal weken gedurende dewelke de gerechtigde haar facultatieve nabevallingsrust wenst op te nemen tijdens het tijdvak van 21 weken bepaald in artikel 93, § 2, b), laatste lid), evenals de precieze periode(s) van deze rust. Deze facultatieve nabevallingsrust kan ten vroegste vanaf de eerste dag volgend op de twee weken verplichte nabevallingsrust. Voor de facultatieve nabevallingsrust dient de gerechtigde duidelijk te specificeren wanneer zij deze weken binnen het tijdvak van 21 weken wenst op te nemen. De facultatieve nabevallingsrust kan alleen per periode van 7 kalenderdagen opgenomen worden. Indien de gerechtigde na het indienen van deze aanvraag een wijziging wenst van het aantal weken facultatieve nabevallingsrust en/of van het tijdstip waarop zij deze weken wenst op te nemen, dan dient zij dit vooraf aan haar verzekeringsinstelling te signaleren.

§ 3. De aanvraag bedoeld in § 2 moet vergezeld zijn van een medisch getuigschrift dat de vermoedelijke bevallingsdatum vermeldt alsook of het de geboorte van een meerling betreft. De gerechtigde moet nadien een uittreksel uit de geboorteakte bezorgen of een medisch getuigschrift dat de bevalling bevestigt.

§ 4. De gerechtigde dient, binnen de twee dagen na de hervatting van een beroepsactiviteit, haar verzekeringsinstelling op de hoogte te stellen van de effectieve en definitieve werkhervatting.

Indien op het ogenblik van deze definitieve werkhervatting de gerechtigde nog beschikt over een saldo van facultatieve bevallingsrust, wordt zij geacht afstand te doen van dit saldo.».

Art. 3. Artikel 96 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 januari 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juni 2007, wordt vervangen als volgt :

« Art. 96. § 1. De moederschapsuitkering wordt door de verzekering-instelling in twee schijven betaald.

§ 2. De eerste schijf omvat de betaling van de verplichte periode van drie weken bedoeld in artikel 93, § 2, a).

Deze betaling dient te gebeuren uiterlijk één maand na de laatste week van de in artikel 93, § 2, a) beoogde de verplichte periode van moederschapsrust.

§ 3. De tweede schijf omvat de betaling van de facultatieve periode bedoeld in artikel 93, § 2, b), van maximum vijf of zes weken wanneer de geboorte van een meerling voorzien wordt.

Deze betaling dient te gebeuren uiterlijk één maand na de informatie bedoeld in artikel 95, § 4.

Indien de gerechtigde haar verzekeringsinstelling het effectieve aantal opgenomen weken facultatieve bevallingsrust niet meedeelt, zoals bepaald in artikel 95, § 2, dan mag de verzekeringsinstelling ervan uitgaan dat de rechthebbende enkel de verplichte periode bedoeld in artikel 93, § 2, a) opgenomen heeft. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 5. Onze Minister van Zelfstandigen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,
Mevr. S. LARUELLE